COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI FEVRIER 1984 — N° 239 — PRIX : ANTILLES 2 F : FRANCE 3 F

Editorial

QUAND GEORGES MARCHAIS ET LES SYNDICATS FONT LA GROSSE VOIX.

Nous les avons vus à la télévision et entendus à la radio, toute la presse a mis l'accent sur leur mécontentement : Marchais et Krasuki ne sont pas contents.

Surtout Krasuki, le dirigeant de la CGT en France. Krasuki pousse de hauts cris, se lamente, supplie le gouvernement de ne pas faire un pas de plus dans la voix des attaques contre les travailleurs.

Si vous continuez, dit-il en substance, il y aura des choses comme le coup de colère des travailleurs à Talbot, il y aura des «marches sur Paris» comme celle des travailleurs dès chantiers navals.

Il y aura des grèves, s'écrie-t-il.

Krasuki ne montre pas ses griffes, mais il avertit la bourgeoisie et le gouvernement que lui il sait que la classe ouvrière en a ! Il est bien placé pour cela, à la tête d'un grand syndicat. A Talbot, la CGT a dû mettre tout son poids pour faire accepter les 1905 licenciements. La CFDT jouant les syndicats plus combatifs mais n'ayant pas plus une politique à proposer aux travailleurs de l'entreprise. Mais malgré tout, Talbot, ça pourrait recommencer ailleurs ! dans la sidérurgie, dans les mines, les chantiers navals !

Et tous ces gens qui ne veulent pas accepter l'idée même de préparer les travailleurs à résister aux attaques du patronat et du gouvernement sont inquiets.

Ni Krasuki, ni Marchais ne se sont adressés à nous, travailleurs, en disant : «Le gouvernement qui se dit être de votre côté vous prépare des mesures scélérates que même la droite n'avait jamais osé prendre. Il faudra se battre et il faut s'y préparer, dès aujourd'hui». Non, ils ne font pas cela ! Ils ont les yeux et la bouche tournés vers le pouvoir et lui crient «casse-cou». !

«Pas un chômeur de plus » réclame Marchais, sinon ça n'ira plus !

Et Mauroy répond imperturbablement «ils ne seront pas chômeurs, mais en congé formation, ou congé de reconversion».

L'expression a fait fortune, puisqu'ici c'est bien cela que propose le président du conseil régional Moustache pour régler Beauport. Pourquoi pas en effet ?

Et pourquoi les PC et PS de Guadeloupe poussent-ils de hauts cris ? C'est «leur» gouvernement qui a froidement décidé de nous faire payer les déficits en tout genre.

Dans le passé - quand la canne rapportait des bénéfices - nous n'avons jamais vu un bilan : aujourd'hui on nous dit «c'est ça la responsabilité, la spécificité, la décentralisation, il faut payer le déficit des autres» !

C'est aussi bon que le «congé formation» de Mauroy !

«Pas un chômeur de plus» réclame Marchais ! Et le gouvernement se réunit, avec les ministres communistes, pour trouver les astuces, les combines qui fassent passer la pillule des licenciements massifs.

Et les syndicats au lieu de nous prévenir ouvertement, franchement, qu'on va nous attaquer, qu'il faut se préparer à cela et à riposter, cherchent avec le patronat quelles combines pourront éviter nos explosions de colère.

Ils acceptent le jeu du patronat et du gouvernement. C'est les départs en préretraite, le congé formation, les perspec-

Suite page 3

Guadeloupe :

PCG-PS : DEMARCHE UNITAIRE POUR MIEUX DEMANDER AUX CONTRIBUABLES DE PAYER ?

La rencontre entre le PCG et la fédération socialiste de la Guadeloupe contre la fermeture de l'usine Beauport a été présentée publiquement par les leaders de ces partis eux-mêmes. Guy Daninthe, secrétaire général du PCG et Dominique Larifla secrétaire général de la FSG ont donné des interviews communes. Dans son meeting de compte-rendu de mandat des élus qui s'est tenu à Pointe-à-Pitre le 27 janvier, le PCG a aussi présenté cette démarche comme fondamentale pour sauver l'industrie sucrière.

Il s'agissait pour ces deux formations dans un premier temps de faire front pour demander la convocation des deux assemblées locales sur la question de l'industrie sucrière. Par cette démarche unitaire, le quorum des élus réclamant cette convocation étant atteint, ces assemblées devaient être effectivement convoquées pour prendre des décisions à propos des projets gouvernementaux de financement de la campagne sucrière.

Au moment où nous écrivons, aucune conclusion ne se profile.

La démarche de la gauche guadeloupéenne est néanmoins claire.

Pour la faire, le PCG a cherché comme allié, le PS local, parti majoritaire au gouvernement et qui décide donc de la politique à mener. Et ensemble, ils vont défendre dans les assemblées locales leur point de vue commun : «Le gouvernement a fait un effort.... Il prend la moitié des déficits à sa charge. Nous ne pouvons lui demander plus...Il reste à faire un effort local pour trouver l'argent permettant de combler les 50 % restant du déficit prévisionnel pour l'année 83-84, plus celui de 82-83, plus celui de 81-82, plus celui accumulé pendant les deux dernières années par la SAFER et les SICA»!.

Mais, encore une fois, l'effort local que le PCG et le PS s'entendent à demander, ce sera l'effort de qui ? Quelles mesures sont-elles proposées pour que ce soient ceux qui ont fait leur beurre dans les affaires de sucre, de canne de terres qui paient ? Alors les riches, l'état qui leur a facilité la tâche seront absouts. Et l'effort, d'une façon ou d'une autre retombera sur les travailleurs et les couches pauvres de la population puisqu'il sera pris sur les budgets des assemblées et des communes..

Et le fait que les élus de la gauche se heurtent à une certaine réticence des élus de la droite et de leur chef de file Michaux-Chevry, ne change rien à l'affaire. Ces derniers qui, par le passé, ont mené une politique de faveur aux grosses sociétés foncières et aux capitalistes sucriers, sont aujourd'hui trop heureux de se laver les mains, du fait qu'ils n'ont pas de responsabilité actuelle au gouvernement.

Dans son éditorial du 28 janvier, le journal du PCG l'Etincelle disait : «le temps des discours, des délégations à Paris et à Bruxelles est terminé. C'est ici et pas ailleurs que se joue maintenant la vie de l'usine...» Fallait-il comprendre, «il est temps de payer ici même» ?

A la lumière de la démarche commune PCG et PS et aussi des positions défendues par le PCG dans toute cette affaire, on peut dire que la gauche guadeloupéenne, comme la gauche francaise, cherche à «blanchir» le gouvernement actuel.

Elle n'est pas prête à exiger que ce soit les spoliateurs des années précédentes ou bien ceux qui les ont laissé faire qui paient la note. Mais elle montre du doigt ceux qui devront mettre la main au porte-monnaie pour éponger la dette soit en subissant une pression fiscale très forte soit en voyant se dégrader de façon brutale les services qui dépendaient des assemblées locales.

Martinique :

QUAND L'ADMINISTRATION PART EN GUERRE CONTRE LA VIE CHERE.

La hausse des prix a été de 10,8 % au cours de 1983. Ce taux d'inflation officiel est bien au-dessus de l'objectif de 8 % affiché officiellement par le gouvernement. Il est aussi supérieur au chiffre officiel de hausse des prix constaté pour la France dans la même période (9.3 %).

Face à ce dérapage, le gouvernement s'est cru obligé de faire quelque chose : tout d'abord réunion des préfets avec Mauroy il y a deux semaines de cela.

Puis mise sur pied d'un plan de campagne contre la vie chère. Examinons donc le plan du général en chef anti-hausse Chevance.

- Tout d'abord sensibilisation «Nous allons éditer des tracts, afficher des slogans, visiter les marchés». Bref, la préfecture maniera du vent, comme d'habitude.

- Si l'indice des prix continue à être mauvais, nous passerons à la phase de contrôle..et de sanctions».

Bref, c'est la mobilisation en paroles, du moins. Mais dans cette molibisation, les représentants du gouvernement se gardent de choisir les armes qui auraient pu avoir quelque effet sur les gros capitalistes du commerce. Les campagnes d'affiches les slogans n'ont jamais empêché les commercants d'accroître leurs prix. La menace des sanctions et des contrôles n'a guère plus d'effet : le commerçant verbalisé paie et essaie de se rattraper...en augmentent les prix qui ne sont pas contrôlés.

Le premier pas sérieux dans la lutte contre la hausse des prix devrait commencer par une enquête sérieuse sur l'origine des profits colossaux réalisés par les gros importateurs en Martinique : La levée du secret commercial permettrait de voir comment se forment les superbénéfices réalisés par Cottrel, Hayot ou Dorn.

Les petits commerçants, la marchande de tomates qui vend le kilo 12 francs au lieu de 10 francs n'a rien de tout cela à cacher, elle tout le monde peut voit à quoi servent les quelques sous amassés.

Tandis que les richesses des gros vont s'amasser dans les coffres-forts des banques, protégés là aussi par le secret sur les opérations bancaires.

Alors la levée du secret commercial, le contrôle des opérations bancaires serait un premier pas réel dans la lutte contre la hausse des prix. Mais pour ça, il ne faut pas compter sur les représentants de l'état capitaliste ici. Leur rôle - le plan anti-inflation de Chevance le montre - c'est d'étendre un écran de fumée derrière lequel les gros commercants continueront à amasser tranquillement leurs bénéfices Au mieux on peut attendre de l'administration des pleurs et des lamentations. Gageons que d'ici un an, on reparlera en ce sens du plan anti-hausse de Chevance. Après la défaite volontaire et calculée du chef de guerre contre l'inflation.

A PROPOS DE LA MISE AU POINT DE L'ARC.

Dans un texte rendu public par la presse et notamment par France-Antilles du 28 janvier 1984, l' ARC déclare qu'elle «n'est pas à l'origine de la bombe ou la prétendue bombe posée dans le parking du central téléphonique de Pointe-à-Pitre le vendredi 20 janvier 1984».

Elle estime qu'il s'agit là «d'une provocation» et que «le but évident recherché par le service français d'action psychologique était de créer un carnage dans la population afin que celle-ci éprouve un sentiment de rejet vis-à vis des indépendantistes qui passeraient alors pour des irresponsables criminels».

Dans le même texte, l'ARC s'explique sur la fameuse bombe de la préfecture dont elle dit qu'elle n'était pas destinée à blesser et encore moins à tuer des Guadeloupéens, «nous ne nous battons pas contre notre peuple».

Dans le même texte, l'ARC affirme qu'elle ne «s'en est jamais pris et ne s'en prendra jamais à une école, un lycée, un hôpital, un avion de voyageurs, une entreprise, et d'une façon générale à un lieu public». De même, elle ne mettra jamais volontairement en danger la vie des Guadeloupéens.

Alors, ces affirmations posent le problème que nous avions soulevé dans l'article paru dans Combat Ouvrier no 238 concernant l'engin explosif découvert dans le voisinage du centre des PTT.

En déclarant qu'elle ne veut s'en prendre ni à un lieu public, ni à une entreprise, et qu'elle ne mettra pas volontairement en danger la vie des Guadeloupéens, l'ARC procède à une sorte d'auto-critique. Et à nos yeux, cela n'a rien de déshonnorant, bien au contraire. Si cette organisation politique cherche à tenir compte des sentiments et des préoccupations de la population elle peut ainsi se rapprocher d'une politique plus conforme aux intérêts de cette population.

Dans la situation politique qui existe en Guadeloupe, des militants d'origines sociales diverses peuvent être amenés à vouloir se battre à partir de motivations et de sentiments très divers. Beaucoup de militants issus de la petite bourgeoisie sont directement sensibles au fait que l'administration coloniale écarte la petite-bourgeoisie de tout pouvoir de décision dans son propre pays. Et l'élite noire Guadeloupéenne est en grande partie ulcérée et même révoltée de savoir et de voir que la direction du pays appartient à des Blancs venus de 7 000 km.

Les militants issus de la petite bourgeoisie font cependant le choix de limiter leur combat à des perspectives étroitement nationalistes. Il peuvent aussi, dans le cheminement de leur conscience politique, se rendre compte que le problème national suppose la mobilisation de tout le peuple. Parler au nom du peuple, l'appeler à la lutte et ne lui réserver pour l'avenir, que le rôle de la piétaille et des troupes de combat, le tenir en dehors de la possibilité de contrôler et de diriger la lutte dès maintenant, c'est évidemment un choix très clair que font beaucoup de petits-bourgeois engagés dans la lutte anti-colonialiste.

Ce choix veut dire que si la Guadeloupe devient indépendante, les gens aisés, les gens cultivés, les propriétaires, ceux qui ont des biens, l'intelligensia, toute une petite et moyenne bourgeoisie, vont tout naturellement prendre la tête du pays, diriger, organiser, décider...en dehors de toute possibilité d'intervention des couches pauvres !

Lorsque l'ARC dit qu'elle ne veut pas se battre contre son peuple, et que en particulier elle s'engage à ne pas mettre en danger la vie des Guadeloupéens elle fait un geste qui montre, qu'elle tient en partie compte de l'opinion de ce peuple, mais en partie seulement,.

Parce que lorqu'elle parle de l'attentat de la préfecture, elle reconnait avoir placé la bombe qui a blessé des gens, et elle développe tout un raisonnement pour justifier cet attentat.

Si l'ARC veut vraiment que la population, les travailleurs en particulier prennent au sérieux son engagement de ne pas s'attaquer à des lieux publics et de ne pas mettre en danger la vie des Guadeloupéens, elle devrait commencer par reconnaitre que l'attentat de la préfecture a été une erreur ou un acte qu'ils ont commis dans le passé mais ont décidé de ne plus en commettre de tels à l'avenir et il n'y aurait rien eu de déshonorant à dire sur ce chapitre là : «nous avons changé d'opinion, ou nous avons décidé de changer d'attitude, nous vous en faisons juge pour l'avenir, et nous vous déclarons que nous ne continuerons plus dans cette même voie».

S'adresser ainsi à la population n'entache absolument pas encore une fois l'honneur de celui qui reconnait ses fautes devant la population et ne signifierait absolument pas l'aveu d'un manque de fermeté ou de résolution dans la lutte à mener contre le pouvoir colonial.

Le problème est de savoir en réalité, et cela c'est les dirigeants de l'ARC qui peuvent y répondre, s'ils veulent demain que la population soit en mesure moralement et physiquement de contrôler le pouvoir qui existera dans ce pays. Vouloir cela, cela signifie aussi vouloir dès aujourd'hui trouver les moyens d'associer les travailleurs à la politique qui est faite. Adapter les actions menées, adapter sa tactique au niveau de conscience et d'engagement des différentes couches de travailleurs.

Nous avons choisi, nous, de lier notre combat à celui des travailleurs, de les aider à prendre conscience des voies et moyens pour se libérer de l'exploitation et du système colonial et ceci quel que soit leur degré de combativité.

L'objectif politique des travailleurs qui ne peut être que la destruction d'un tel Etat des exploiteurs et des colonialistes peut répondre aussi aux aspirations des membres de la petite bourgeoisie qui souffrent dans leur dignité de la situation coloniale.

Car il sera indispensable pour les travailleurs de rassembler derrière eux l'union la plus large du peuple Guadeloupéen, pour mettre fin à la domination coloniale et à l'exploitation capitaliste.

A GOURBEYRE : UNE SIMPLE AFFAIRE D'AGRESSION PREND UNE DIMENSION POLITIQUE.

Lundi 30, deux habitants de Gourbeyre monsieur Florimond et sa femme ont été arrêtés par des gendarmes suite à une accusation portée contre eux par le curé de la paroisse. Celui-ci les aurait accusés d'être entrés chez lui le dimanche dans la soirée et de l'avoir agressé.

Cette affaire, dont personne ne connait les motifs réels, n'aurait pas fait tant de bruits si dans un deuxième temps elle n'avait soulevé le mécontentement dans la commune.

En effet, ce sont les méthodes brutales d'arrestation des deux habitants de la commune par les gendarmes qui ne semblent pas avoir plu à certains habitants. Madame Florimond fut relachée faute de preuves. Le curé ayant déclaré avoir reconnu son mari, celui-ci fut gardé à la gendarmerie pour être déféré au parquet. Quelques personnes s'étaient rassemblées devant la gendarmerie pour exiger la libération de monsieur Florimond. Des heurts éclatèrent entre les forces de gendarmerie et ceux qui parvinrent à libérer monsieur Florimond.

Ces heurts se terminèrent par une nouvelle arrestation, celle de Joseph Samson, militant indépendantiste. Celui-ci fut emmené dès le lundi soir à la gendarmerie de Saint Claude. Là encore des heurts éclatèrent entre les forces de gendarmerie et ceux qui avaient accompagné Samson. Un manifestant fut matraqué et blessé.

Le mardi, deux autres personnes furent arrêtées Lilong Jean Claude et Reson Jacques.

Ces trois personnes, passèrent devant le tribunal correctionnel de Basse Terre mardi dans l'après midi. D'importantes forces de gendarmerie se trouvaient devant le palais de justice. Le juge a refusé, de leur accorder la liberté provisoire même sous contrôle judiciaire demande formulée par leurs avocats. Des gendarmes étaient venus témoigner qu'ils avaient été agressés.

Sous prétexte de maintenir l'ordre public le juge a décidé la mise en détention de Samson, Lilong et Reson. Le procès est renvoyé au 6 février. Quant à monsieur Florimond il s'est présenté au parquet et a été mis sous contrôle judiciaire.

MARC PULVAR MIS EN LIBERTE !

FINALEMENT MARC PULVAR A ETE MIS EN LIBERTE APRES DE NOMBREUSES PROTESTATIONS ET MANIFESTATIONS.

LE MAIRE, CONSEILLER, SENATEUR, DU LAMENTIN : AVOUE ETRE UN ELU IMPUISSANT.

Vendredi, 20 janvier le conseil municipal du Lamentin a duré presqu'une journée. Commencé dès le matin il s'est achevé vers 17 heures.

Plusieurs dizaines de personnes s'étaient rassemblées devant la mairie pour suivre les différents débats et obliger le maire à régler certains problèmes. A l'ordre du jour il y avait les difficultés de l'usine Grosse-Montagne, le maintien d'une employée municipale à son poste, et le problème du budget qui avait été à l'origine de la séance houleuse du conseil municipal du 17 décembre.

Une délégation de huit responsables syndicaux de l'usine Grosse Montagne participait à cette réunion. Les menaces de fermeture qui pèsent sur cette usine depuis le dernier trimestre 1983 n'ont pas été la préoccupation du maire. Les travailleurs de Grosse-Montagne avec l'appui des conseillers municipaux de l'opposition (groupe Tafna, groupe Gayadine et groupe Toribio), ont tenu à intervenir au sein du conseil municipal face au maire pour obliger celui-ci à se prononcer clairement sur ses positions face aux problèmes que rencontrent les travailleurs de Grosse-Montagne. Un représentant de la direction de l'usine qui participait à cette réunion a exposé les difficultés financières de la Compagnie Caraïbe. Il n'apprenait rien de nouveau, car c'est le même langage qui est tenu aux travailleurs depuis quatre mois. Trois jours avant le conseil municipal la direction de l'usine s'était plainte de ne pas pouvoir payer les prochains salaires, après avoir accordé la prime de fin d'année sous la pression des travailleurs.

Ceux de l'opposition au sein du conseil municipal, ont interrogé ce directeur sur les bruits qui courent à propos des 600 ha de terres achetés à Simonet à Ste Rose et de 400 ha achetés aux Abymes pour un lôtissement ce qui prouverait que les affaires de Simonet marchent bien. Chinetti puisque c'est de lui qu'il s'agit, s'est bien gardé de répondre à ces questions.

Quand au maire, comme il fallait s'y attendre, il a déclaré qu'il n'avait pas de compétence en la matière et qu'il existait des assemblées départementales qui avaient pour rôle de régler les problèmes de l'industrie sucrière.

L'opposition a proposé la création d'une commission regroupant des travailleurs de Grosse-Montagne, des élus municipaux, des paysans et des ouvriers agricoles. Cette commission serait chargée d'examiner le problème et d'étudier les possibilités d'aides.

Après s'être défilés sur les problèmes de Grosse-Montagne, le maire et son équipe ont cru qu'ils passeraient tout aussi rapidement sur l'affaire de madame Maudon, concierge de l'école de Vincent. Cette employée municipale ne s'entend pas depuis longtemps avec la directrice de l'établissement : une française. Le maire, pour régler ce conflit avait choisi de déplacer madame Maudon sur un autre poste. Mais devant le refus de celle-ci de quitter son poste à Vincent, il avait décidé de la licencier. Il y a près de quatre mois que cette employée municipale travaille et ne percoit pas de salaire

Cette affaire, après le problème de Grosse Montagne a occupé le haut de la scène en prolongeant le conseil municipal de plusieurs heures. Face à la mobilisation de nombreuses personnes qui étaient venues soutenir madame Maudon et au renforcement du conseil municipal par la présence des travailleurs de Grosse Montagne, Dagonia fut obligé de céder.

Il faut dire aussi que ses propres conseillers municipaux. s'inquiétaient de son entêtement se rappelant les précédent conseils municipaux houleux. Ils finirent par le désapprouver et Dagonia mis en minorité fut obligé de céder en acceptant de payer les quatre mois de salaire et de maintenir madame Maudon à son poste.

Il est clair pour une bonne partie de la population du Lamentin que le maire sénateur qui se présente comme un homme de gauche, qui siège dans une assemblée en France parmi d'autres hommes de gauche , n'est qu'un élu impuissant.

Il se contente de se déclarer incompétent face aux problèmes les plus importants comme celui des travailleurs de l'usine Grosse-Montagne.

La population en tirera elle même les conséquences.

SOLIDARITE AVEC LES EMPRISONNES DE GUADELOUPE

COMMUNIQUE

Le groupe des parents et amis des emprisonnés fait appel à la solidarité du peuple guadeloupéen, afin d'exiger la garantie des droits de ceux de ses enfants qui sont emprisonnés aujourd'hui après avoir été les victimes de procédures arbitraires qui sont contraires même à l'esprit du droit francais.

No compte BFC No 61129 Guadeloupe.
Immeuble Capitaine Cavay Grand Camp.
Groupes parents et amis

Adresse des emprisonnés :
Laila Cassubie
Max Safrano
Simone Faisans-Renac
Charles Renac
André Aquaba
Christian Champare :
Maison d'arrêt de Pointe-à-Pitre.

Raymond Gopy
Humbert Marboeuf
Jacques Griselin
Maison d'arrêt de Basse-Terre

Henri Pératout
Marie-Line Peter
Joel Nankin
Maison Centrale 118 rue Victor Sévère, 97200 Fort-de-France.

SUITE DE L'EDITORIAL

tives de reclassement etc...Et encore cela n'est même pas automatique !

Mais pourquoi les cris de Marchais étaient-ils un ton plus haut qu'autrefois ?

Il faut croire que les scélératesses qu'on nous prépare au gouvernement sont de taille !

Et elles le sont. Nous avons entendu un démenti officiel de Max Gallo, porte-parole du gouvernement :

«Mais non ! Il n'est pas question de s'attaquer aux droits sociaux, ni aux droits syndicaux, c'est de la blague» disait-il à peu près ! Et d'où vient ce bruit, cette rumeur qui s'est enflée et a fait crier Marchais D'où vient la rumeur qui parle d'un projet de création de «Zones Franches» où les patrons n'auront plus les mêmes obligations à respecter ni en matière de licenciements, ni dans le domaine des lois sociales, où même ils ne seront pas tenus au respect du SMIC ! Une «Zone Franche», comme il y a des «Ports Francs» Ah ! bien sûr, ailleurs, (hors de ces Zones Franches) les droits sociaux, la protection sociale, le SMIC seront respectés. Mais personne ne garantira évidemment l'importance et l'accroissement de ces «Zones Franches».

Cela répond ici même aux voeux des patrons. Il y a longtemps que le patronat antillais - qui par ailleurs est très pro-français, départementaliste - voudrait qu'on n'applique plus ni les cotisations à la sécurité sociale, ni le SMIC-DOM, ni les droits syndicaux. Ce qu'ils veulent c'est des travailleurs à leur disposition sur un marché libre d'entraves.. une «Zone Franche» quoi !

Ça ne se fera pas, dit Max Gallo ! Bon. Mais alors, par quel autre bout nous mangera-t-on ?

Pour nous travailleurs, le «début de la sagesse» c'est d'abord de nous méfier de ce gouvernement ; ensuite de nous préparer à nous battre.

Certes, un certain remue-ménage a lieu dans les syndicats aujourd'hui. La CGT française menace (à peine !) de faire des grèves. La CGT Martinique a réuni sa commission exécutive et le branle-bas est donné pour une journée de grève le 17 février à la fin d'une semaine d'action. La CGT Guadeloupe appelle pour sa part à une grève dans le bâtiment pour répondre aux menaces de licenciements chez SOPICO et dans le Bâtiment. C'est pour le 7 février.

Le Parti Communiste Guadeloupéen annonce que le «temps des délégations à Paris ou à Bruxelles est fini». Il faut se battre ! Et qui est il allé voir pour cela.. le Parti Socialiste de Guadeloupe !

En tout cas pour les militants lucides, honnêtes, des partis de gauche et des syndicats, il n'y a qu'une voie, s'ils ne veulent pas tourner le dos à ce qui est leur raison d'être, c'est de préparer avec nous les luttes qui viennent, c'est d'être avec les travailleurs contre le patronat, contre le gouvernement qui est totalement à leur service.

Ceux qui chercheront à faire passer les licenciements en nous faisant «comprendre» et «accepter» les licenciements et la politique anti-ouvrière sont contre les travailleurs.

Ceux qui se préparent à combattre cette politique sont dans le camp des travailleurs. Pour nous il ne doit pas y avoir d'ambigüité. Les choix seront simples à faire.

GUADELOUPE

SOFROI : LES TRAVAILLEURS ONT OBTENU 14 % D'AUGMENTATION LEUR LUTTE A PAYÉ.

La grève des travailleurs de la SOFROI Multi Cash a été arrêtée le jeudi 26 janvier dans l'après-midi.

En effet le matin, les actionnaires de la société se sont réunis pour étudier les nouvelles propositions qu'ils pourraient faire. Il y avait entre autre le père Despointes, directeur régional de Multi Cash, Christian Rimbaud ex-directeur du magasin Prisunic P-A-P. Rien que du beau monde.

Il faut dire que la veille le directeur Jean Despointes avait voulu faire décharger un container par une équipe de cadres à la suite d'une longue réunion faite avec eux. Il s'était heurté à la vigilance du piquet de grève. Les travailleurs avaient suivi pendant plusieurs heures toutes leurs manoeuvres et c'est bien après 21h que Despointes et ses hommes avaient dû faire marche arrière.

Cet épisode avait encore regonflé les grévistes et le lendemain, ils étaient très nombreux à venir écouter les nouvelles sur les aventures de leur directeur et son équipe de «manutentionnaires marrons».

Cette détermination a sans doute été perçue par messieurs les actionnaires de la SOFROI qui sont de bons capitalistes du commerce, plutôt durs à la détente.

Les travailleurs de la SOFROI, ont obtenu une augmentation de 14 % pour l'année 1984, 13 % immédiatement et 1 % en juin. Les agents de maitrise s'en tiraient avec 8 % et les cadres avec 6 % d'augmentation officiellement).

Bien sûr ce n'était pas tout à fait ce qu'ils voulaient au départ puisqu'ils réclamaient une augmentation de 16 %, mais ils décidèrent d'arrêter la grève. Ils étaient conscients que leur lutte avaient fait reculer le directeur arrogant qui ne voulait pas discuter d'augmentation supérieure à 8 %

Ils ont montré aussi qu'avec une grande détermination, il est possible d'empêcher les patrons de se réfugier derrière les recommandations gouvernementales. Il est possible aux travailleurs de refuser la baisse de leur niveau de vie .

Guadeloupe : INDUSTRIE SUCRIERE une solution dictée par la peur du mécontentement des travailleurs, mais qui ne règle pas le problème.

Au cours d'une réunion qui s'est tenue mardi matin 31 janvier à l'antenne du Conseil Régional rue Nassau à Pointe-à-Pitre, toutes les parties présentes, Président du Conseil Régional , patrons et représentants des ouvriers au Comité d'entreprise des différentes usines se sont entendus sur une décision qui permettrait au moins pour cette année à toutes les usines, y compris Beauport de fonctionner au cours de la récolte 1984. Cette décision, c'est celle qui consiste à réduire la durée de la récolte et à accorder aux ouvriers un congé plus long sous la forme de deux mois de congé de formation. mais payés comme temps de travail. Cette solution, aux dires du Président du Conseil Régional, aurait été prise d'un commun accord avec le fond social européen.

Voilà tout ce que l'on propose aujourd'hui aux travailleurs des usines, et que certains n'hésiteront pas. à coup sûr, à qualifier de solution satisfaisante.

Mais ce n'est qu'une solution en trompe l'oeil. Du reste Moustache lui même a qualifié cette décision de psychologique, ce qui veut tout dire. Et c'est bien de cela qu'il s'agit.

Gouvernement, Conseil Régional et Général, Patronat, ont une peur bleue de voir les ouvriers d'usine, les ouvriers agricoles et les petits planteurs se mettre en colère et manifester violemment leur colère. Alors en dépit des soi-disant divergences qu'il y aurait entre le gouvernement de gauche en France et les instances régionales et départementales, tous ces politiciens professionnels et retors ont au moins trouvé un terrain d'entente, c'est de proposer un tour de passe-passe pour tenter d'apaiser le mécontentement des travailleurs et de la population. Qu'ils soient de droite, comme la majorité du Conseil Régional et Général, ou de gauche comme ceux du gouvernement actuel, tous ces notables de la politique sont passés maîtres dans l'art de tendre des pièges et des traquenards aux travailleurs et aux pauvres en général.

Car aucun homme un tant soit peu lucide ne peut s'empêcher de voir dans cette dernière décision une solution à très courte vue. A supposer que toutes les usines fonctionnent cette année, et rien n'est moins sûr, le problème ne manquera pas de se poser pour la prochaine récolte. Autrement dit l'on en sera au même point d'ici un an.

Guadeloupe : LE 7 FEVRIER : JOURNEE D'ACTION DES TRAVAILLEURS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Les employés de SOPICO sont menacés de licenciement.

Le directeur veut en effet licencier 59 personnes sur les 152 qui travaillent dans les établissements SOPICO et leurs filiales.

Ce sont 20 employés de la SOPOM, 30 de la SEAD et 9 de SOPICALU qui se retrouveraient sans travail.

Dès qu'ils ont eu connaissance de cette décision du patron, les travailleurs ont commencé une grève qui a duré une semaine.

Ils prévoient une journée d'action pour le 7 février prochain.

Le syndicat CGT du bâtiment et des travaux publics appelle tous les travailleurs de ce secteur à cette journée d'action..

Au cours de l'année 1983, ce sont 213 travailleurs sur 1305 salariés qui ont été licenciés dans 13 entreprises.

Marie-Galante : A l'HOPITAL STE MARIE :

LES GREVISTES ONT GAGNE, MAIS DE NOMBREUX PRO BLEMES SUBSISTENT.

Le personnel de l'hôpital Ste-Marie, à Marie-Galante, qui était en grève depuis le 12 janvier dernier, à repris le travail après plus de deux semaines de grève.

Rappelons que dans cet hôpital, les salaires n'avaient pas été versés depuis plus de trois mois pour les auxiliaires, deux mois pour les titulaires.

Une première rencontre avait eu lieu avec la DDASS, qui avait promis de trouver l'argent pour payer les salaires. Mais ceux-ci n'arrivant toujours pas, le 26 janvier, les employés de l'hôpital décidèrent de rester dans le bureau du directeur jusqu'à ce qu'il contacte à nouveau la DDASS, pour que les salaires soient versés sans plus tarder.

La détermination des grévistes a porté ses fruits, puisque le 27 janvier, une réunion d'urgence du Conseil d'administration de l'hôpital a été tenue, à laquelle assistait le directeur de la DDASS. Des crédits exeptionnels ont été accordés pour que le personnel puisse toucher ce qui lui était dû.

Mais si les grévistes ont gagné, si les salaires en retard ont été versés, tous les problèmes n'en sont pas résolus pour autant. Grâce aux crédits exeptionnels obtenus par le personnel, l'hôpital pourra semble-t-il résorber son déficit de 1983, qui était de 250 millions de centimes.

Mais rien ne garantit que des problèmes du même ordre ne se reposeront pas dans peu de temps.

Quand à l'hôpital lui même il reste vétuste et mal équipé, et il manque certaines catégories de personnel.

Rénover cet hôpital, le rendre plus humain et plus fonctionnel exigerait des crédits importants venant de l'Etat. Or le gouvernement pratique une politique d'économie et de restrictions budgétaires qui touchent en premier lieu les services publics utilisés par les travailleurs.

Les grévistes ont obtenu ce qui leur était dû mais de nombreux problèmes demeurent.

Martinique : CONSEIL GENERAL, CONSEIL REGIONAL ILS NOUS FONT LES POCHES.

Voilà un train de hausse qui devrait intéresser le général en chef de la guerre anti-hausse, le Préfet Chevance. Conseil Général et Conseil Régional avec des fortunes diverses ont décidé, chacun de son côté un train de hausses.

Le Conseil Général avait donné le coup d'envoi dès le mois de décembre en annonçant gaillardement 40 centimes de hausse supplémentaire sur l'essence. La manoeuvre était hardie, mais c'était sans compter les autres requins qui veillaient.

Ce fut dans un premier temps le directeur des douanes qui affirmait que la hausse ne pouvait excéder 15 centimes : 8 centimes de hausse en Février, 7 centimes en Avril.

Le consommateur pouvait à peine respirer en se disant qu'il ne serait rançonné qu'à moitié, que de nouveaux prétendants au gâteau se faisaient connaître : la SARA qui disait que le pétrole brut avait fortement augmenté du fait du coût du dollar, et les distributeurs d'essence qui réclamaient eux aussi leur part : au total, la hausse prévisible sera bien supérieure aux 40 centimes prévus au départ par le Conseil Général.

L'autre Conseil, le Régional, n'a pas voulu rester en retrait et a décidé lui aussi le rackett qui était en son pouvoir. S'il ne contrôle pas le FIR (Fonds d'Investissement Routier) et ne peut donc pas augmenter l'essence, il a en mains les permis de conduire et la carte grise.

Aussi, à la demande de Césaire, le permis passera de 200 francs à 250 francs (25 % d'augmentation), la carte grise subira une augmentation de près de 20 %. C'est ce qui s'appelle «demander aux Martiniquais de participer à l'effort de construction de la Martinique», slogan favori de Darsières et Césaire..

Comme quoi, droite, gauche, administration, capitalistes, tout ce beau monde se retrouve comme larrons en foire dès qu'il s'agit de plumer les consommateurs.

ECHOS DES HOPITAUX (GUADELOUPE). NOS CONGES A LA CARTE : UNE NOUVELLE TROUVAILLE DU DIRECTEUR QUI PROVOQUE LA COLERE.

Le directeur chargé du personnel a sorti une note de service pour nous indiquer comment prendre nos congés pour l'année 1984.

Selon lui, nous devrions :

- prendre 6 jours ou 7 jours de congé avant le 31 mars.
- commencer le reliquat de nos congés obligatoirement le premier du mois :
- épuiser nos congés avant le 31 décembre 1984.

Sous prétexte de planifier les congés, le directeur nous impose des mesures draconiennes.

Et dès maintenant nous pouvons dire que nous aurons les pires difficultés pour partir en congé cette année.

Vraiment, on savait la direction capable d'innovation, mais elle dépasse les bornes.

Nous devrions le lui faire savoir. Et vite !

BNP : EXTRAITS DE «ECHOS DES BANQUES».

MEPRIS ET ARROGANCE DU CHEF DU PERSONNEL.

Lors d'une réunion avec les représentants du Personnel, le chef du Personnel a annoncé qu'il était en possession d'une liste d'employés non productifs à 100 %. Qui Monsieur le chef du Personnel compte t-il parmi ses improductifs ? Nous ne pouvons le dire exactement, mais nul doute que dans sa liste figure les femmes enceintes, les travailleurs en congé de longue durée etc...

L'affaire de la mutation a révélé que nous sommes visés à un degré ou à un autre. Demain la Direction pourra décréter que n'importe lequel d'entre nous n'est pas productif à 100 % et agir à son égard comme elle l'a déjà fait dans le passé, mais à plus grande échelle.

En tout cas, les propos du chef du Personnel ont eu au moins le mérite de nous prévenir Il nous a involontairement rendu service, car comme dit le proverbe : «Une personne avertie en vaut deux».

LES EMPLOYES EN CONGE NE SONT PAS REMPLACES. NOUS COMMENÇONS A EN AVOIR ASSEZ !

Les agents en congé ne sont systématiquement pas remplacés. Résultat : Nous sommes obligés de faire le travail de 2 ou 3 employés à la fois. Quant aux clients, ils font des queues de plus en plus longues pour se faire servir. Il arrive parfois que à la caisse en particulier nous nous fassions insulter et injurier par des clients énervés et las d'attendre ! Le non remplacement des employés en congé nous procure non seulement un surcroît de travail, mais peut être un de ces quatre matins à l'origine d'un incident grave avec un client qui en aura assez d'attendre pour se faire servir ! La Direction attend-elle un tel incident pour changer d'attitude ?

FRANCE : 200 000 LICENCIEMENTS PREVUS POUR 1984.

Selon les statistiques de l'INSEE, le nombre des suppressions d'emploi prévisibles en

Mais dans un cas comme dans l'autre, les patrons de l'industrie, manifestent leur volon-

Mais d'un autre côté, en dépit des 200 000 suppressions d'emplois annoncées par

Mais les patrons ne veulent pas non plus perdre dans ces licenciements : ils cherchent à